



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Correspondance : 72 rue de la République
76800 SAINT ÉTIENNE DU ROUVRAY

Blog : www.convergence-nationale-rail.fr

Courriel: convergence.rail@hotmail.fr

Paris, le 14 janvier 2013

Usagers / Cheminots : Agissons de manière convergente ! Manifestons devant le Ministère des Transports Le 31 janvier 2013

Depuis de nombreuses années les Usagers et leurs collectifs dénoncent la dégradation du Service Public ferroviaire.

L'ouverture à la concurrence engagée par le gouvernement précédent comme une solution miracle a provoqué, là où il avait été mis en place, ses **effets néfastes**, tant pour les citoyens que pour les salariés.

Partout où la concurrence a été ouverte la **qualité et la fiabilité des services ont baissé; les prix pour les usagers ont souvent explosé** (les exemples de l'énergie en sont dans ce domaine significatifs). Comment pourrait-il en être autrement quand les actionnaires avides de profits en demandent toujours plus. **On ferme** donc tout ce qui n'est plus « rentable » financièrement aux yeux des actionnaires (postes, hôpitaux, écoles, gares, etc. ...)

⇒ C'est la **désertification** dans les régions.

L'ouverture à la concurrence n'a pas démontré son efficacité, bien au contraire. Partout, que cela soit en France ou à l'étranger, la privatisation des Services Publics de l'État a engendré :

- **pour les usagers** : diminution de l'offre - augmentation des tarifs par entente entre les opérateurs privés - réglementation et sécurité revus à la baisse
 - **pour les salariés** : augmentation de la précarité par un recours accru à la sous-traitance, par des suppressions d'emplois massives
- ➔ **Au final** : dégradation du service rendu aux usagers.

Les voyageurs, par leurs Collectifs, relayés par la CNR, se sont mobilisés à diverses reprises pour réclamer la réouverture de lignes, de nouveaux arrêts, une tarification abordable, la fiabilité des horaires, une modernisation et un confort accru pour tous.

En réponse, la SNCF, entreprise publique (?) ferroviaire (?) propose : suppressions de lignes, de gares, d'arrêts, de services, d'emplois, déréglementation et augmentation des tarifs, remise en cause des TET (Trains d'Équilibre du Territoire ou « Corail »). Elle met en place une 3e classe avec les TGV/lowcost, des ID/Bus qui rajoutent pollution et encombrements sur les routes, ferme des guichets pour y installer des commerces dans un souci de profit financier plutôt que de Service Public.

Pour traiter les problèmes de sûreté et d'incivilité dans les trains, la SNCF envisage ... des suppressions d'effectifs chez les contrôleurs qui « coûteraient trop cher » !!

Nous espérons que l'arrivée d'un nouveau gouvernement, plus attentif et plus soucieux des attentes des citoyens, allait inverser la tendance ; **force est de constater qu'aujourd'hui rien n'a encore changé. Au contraire la dégradation s'amplifie.**

Ce nouveau gouvernement entend réformer le système ferroviaire français, une réforme qui, d'après lui, doit permettre de "restaurer la performance du système ferroviaire, en rétablissant un modèle industriel performant dans le souci d'améliorer la qualité du service offert à tous les utilisateurs du train". Cet objectif pourrait sembler louable...

Hélas : plusieurs documents en discussion actuellement nous font craindre pour l'avenir.

- Les TET dont la gestion risquent de passer aux Régions, des lignes jugées « peu rentables » seront **remplacées par des bus**. À une époque où les questions environnementales et de sécurité deviennent prioritaires, comment comprendre que le gouvernement suggère que certains trains soient remplacés par des autocars pour alléger les coûts ?
- Les **tarifications deviendront évolutives** en fonction des territoires. Quid de l'égalité des citoyens français ?
- Les dessertes territoriales de **fret ferroviaire seront attribuées aux Régions** qui passeront ensuite des conventions avec des opérateurs privés pour les exploiter. Pour le profit de qui ?

**Le gouvernement ne remet absolument pas en cause
le dogme libéral de la concurrence !**

L'amélioration du Service Public au quotidien qu'exigent les usagers demande des moyens.

La Convergence Nationale Rail invite ses Adhérents et ses Collectifs à faire connaître leurs revendications en venant déposer au Ministère des Transports une motion reprenant nos exigences :

- ⤴ L'arrêt de la casse du Service Public ferroviaire, des fermetures de lignes, notamment de voyageurs, des fermetures de gares et de points de vente des billets et le retour à une desserte de tout le territoire national ainsi qu'une meilleure représentation des usagers dans les instances de décision ;
- ⤴ Une réelle modernisation du réseau ferroviaire qui permette de desservir équitablement tous les citoyens du pays ;
- ⤴ La mise en œuvre d'une tarification de Service Public, accessible à tous, préservant l'égalité de traitement et favorisant le droit au transport pour tous !
- ⤴ L'arrêt du démantèlement du fret ferroviaire notamment par l'arrêt de la mise en concurrence de tous les secteurs économiques du pays ;
- ⤴ L'arrêt des suppressions massives d'emplois et la mise en adéquation des moyens matériels et humains indispensables dans les services en particulier dans les trains et dans les gares, afin de répondre aux attentes et aux besoins des usagers ;
- ⤴ Le retour à l'unicité du système ferroviaire avec une maîtrise publique des infrastructures tant dans sa réalisation que l'exploitation ou la maintenance par le Service Public SNCF, le tout réalisé avec des financements publics ;
- ⤴ La non-transposition en droit français des nouvelles directives européennes de déréglementation et de libéralisation du secteur ferroviaire ;
- ⤴ La remise en service des liaisons abandonnées ou/et suspendues ;
- ⤴ La mise à disposition du Service Public ferroviaire des moyens humains et financiers lui permettant d'assumer ses responsabilités dans la mise en œuvre des politiques de développement durable.

**Rassemblement le 31 Janvier 2013 à partir de 12h
auprès du Ministère des Transports et de l'Économie Maritime
(sous réserve de confirmation de la préfecture)
place Edouard Herriot à PARIS
(Métro 12 : Assemblée Nationale)**

N'oubliez pas vos banderoles, vos autocollants, vos tracts...